

**20 mars 1996, Québec**

**Allocution à la clôture de la Conférence sur le devenir économique et social du Québec**

Mes amis,  
Chers partenaires réunis dans cette salle,  
Chers Québécoises et Québécois qui nous écoutent au petit écran,

Nous avons testé, depuis deux jours, le modèle québécois. Nous nous sommes demandés si nous pouvions, ensemble, aborder les défis qui nous assaillent avec un esprit collectif qui dépasse nos intérêts individuels. Nous nous sommes demandés si nous avons l'intelligence, les principes, le cœur et le cran de remettre le Québec en ordre et de remettre le Québec en marche.

Pour y arriver nous nous étions donnés, à cette conférence, des objectifs précis. Nous voulions nous entendre sur les constats et les enjeux. Nous voulions nous entendre sur une même vision de la réalité. Nous voulions ensuite nous entendre sur un certain nombre de chantiers pour nous mener, dans les mois qui viennent, à des solutions puis, à l'automne, à un sommet décisif, suivi de décisions et d'actions concrètes. Je dois vous avouer que, tous, nous nous sommes sous-estimés. Tous nous avons pensé ou appréhendé que le modèle québécois ne soit pas aussi performant qu'il ne l'est peut-être. Le premier des dangers qui guettent ce genre de conférence, c'est l'indifférence. Il peut arriver que des gens acceptent l'invitation, mais pour faire de la figuration ou parce qu'un peu contraint d'y être ou par relation publique. Je peux témoigner ce soir qu'au Québec, personne ne veut faire de la figuration. Tous veulent être auteurs et acteurs de notre devenir collectif. Il n'y avait pas un atome d'indifférence autour de la table, il y avait au contraire une volonté de participer, un sens de l'engagement que beaucoup de sociétés peuvent nous envier et parfois, beaucoup d'intensité.

Nous avons continué pour certains, nous avons commencé pour d'autres, à développer, entre nous, une complicité active, au-delà de nos intérêts particuliers ou de nos positions politiques ou de nos langues d'usage. Et je dois saluer l'attitude constructive de l'ensemble des participants et participantes. Alors qu'avons-nous fait, en 48 heures ? Nous nous sommes entendus sur les constats et les enjeux presque d'emblée, après quelques tours de table. Ouvrir des chantiers pour trouver des solutions ? Chacun y était prêt, il me semble, dès hier matin. Nous avons pris de l'avance sur nous-mêmes. Nous avons dépassé nos attentes respectives, celles des observateurs, celles des Québécois. Nos débats d'hier ont porté sur les façons de surmonter un grand obstacle : le déficit et la dette. De faire reculer, donc, le désespoir. J'y reviendrai dans un instant. Nos débats d'aujourd'hui ont permis de cerner les façons de créer de la richesse nouvelle, de créer des emplois nouveaux, de faire surgir, donc, l'espoir. Notre problème, aujourd'hui, a été celui du foisonnement. Les syndicats, le Fonds de Solidarité, le patronat, les grands chefs d'entreprise qui étaient ici, les municipalités, le secteur communautaire, les jeunes, les étudiants, tous ont multiplié les propositions pour former et employer plus de jeunes, pour partager l'emploi, aider le démarrage d'entreprises, susciter l'entrepreneuriat, créer de nouveaux fonds de développement à Montréal et en régions. Parmi d'autres, notons que le ministre des Finances, le président de Téléglobe, celui du Fonds de Solidarité, le président de la Banque Nationale et celui du Mouvement

Desjardins ont tous appuyé l'idée d'un réseau québécois commun de commercialisation de nos produits à l'étranger.

Monsieur Blanchet parle d'en faire une locomotive, Monsieur Sirois favorise plutôt la création d'une coopérative, il y a donc eu des moments de très grande osmose. Pour sa part, le gouvernement se penchera aussi rapidement sur des grands projets dont la conférence a fait état, notamment le train à grande vitesse, la propulsion électrique, le barrage Eastmain, entre autres. Il s'est aussi engagé à donner suite à la volonté commune de réduire la réglementation et la paperasserie qui gênent, parfois sans raison, le développement de l'emploi et de l'entrepreneuriat. Pour reprendre la jolie formule de notre président, Monsieur Claude Béland, il faut d'abord savoir ce que nous voulons faire, puis déterminer ce que nous pouvons faire, pour enfin décider de ce que nous devons faire. Aujourd'hui, nous devons constater que pour la création et le partage de l'emploi, nous voulons œuvrer sur tous les fronts. Et je vous dis simplement que, si nous le pouvons, alors nous le devons. Et puisque Monsieur Béland semble connaître la méthode, il lui incombera de nous aider à l'appliquer car il a accepté de coordonner le grand chantier sur l'économie et l'emploi.

Le grand chantier de l'emploi devra se pencher notamment sur un échéancier concernant la réduction du chômage. Lorsque nous nous reverrons à l'automne nous pourrons organiser tous nos efforts sur l'emploi, notre plan de travail, autour de cet échéancier, car il faut que les femmes et les hommes du Québec sachent que, chaque année, ils seront plus nombreux à faire partie de l'activité économique et que, chaque année, ils seront moins nombreux à se chercher un emploi, cette préoccupation. C'est un mandat collectif, un engagement personnel que nous avons tous assumé et contracté ici de faire de l'emploi une préoccupation quotidienne. Il s'intéressera, ce groupe, ce chantier de l'emploi, il s'intéressera aux régimes d'apprentissage, aux stages en entreprise, à l'aménagement du temps de travail et du temps supplémentaire, et bien à d'autres choses encore : Tous les sujets qui ont fait l'objet de consensus avec l'idée cependant, que ça ne peut pas s'appliquer partout. Il faut examiner comment ça se fait correctement. Tout le monde est prêt à entrer dans l'opération et à établir un régime. Un grand nombre de chefs d'entreprise ont fait état de leurs propres engagements pour leurs propres entreprises de favoriser la création d'emplois, la formation et le partage du travail. Surtout, je pense que la conférence donne un signal clair à l'ensemble des décideurs québécois qui doivent aujourd'hui procéder à des restructurations. Pendant les deux ans qui viennent, compte tenu des efforts colossaux qui seront consentis dans le secteur public, il faut développer une grande allergie à la tentation de faire des mises à pied. Nous demandons à chaque chef d'entreprise de ne procéder à une mise à pied qu'à la toute dernière extrémité et à chercher plutôt, d'abord, le moyen d'offrir un premier emploi à un jeune, comme ça se fait déjà dans certaines entreprises, ou de faire partager l'emploi déjà disponible. Notre chantier sur l'économie et l'emploi, que coordonne donc Monsieur Béland, comprend trois importantes tables de travail. Nous avons choisi pour diriger ces tables des gens qui sont connus pour leur capacité d'organiser, d'agir, d'entreprendre et de mobiliser.

L'économie sociale est une nouvelle avenue prometteuse et il faut, à court terme, la rendre créatrice d'emplois et elle fera l'objet d'une table de travail qui sera dirigée par Mme Nancy Neamtam, porte-parole de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre ; Une autre table de travail se penchera sur de nouvelles façons d'harnacher la puissance créatrice de l'entreprise et c'est Monsieur Jean Coutu, du

groupe Jean Coutu, qui en prendra la direction; Une troisième, enfin, se penchera sur les façons de relancer l'économie de Montréal, y compris son importante composante culturelle. La vitalité de Montréal, c'est tant sa vitalité culturelle qu'économique. Le président de la Banque Nationale, Monsieur André Bérard, a accepté de prendre la direction de cette table. Finalement dans ce dossier de l'emploi, notre assemblée, cet après-midi, sur proposition du président du Conseil du patronat, Monsieur Ghislain Dufour, a réitéré à l'unanimité le consensus québécois sur le rapatriement au Québec de l'ensemble des mesures actives de la formation de la main-d'œuvre. Quelqu'un, hier à Ottawa, avait voulu « tester » ce consensus. Aujourd'hui, autour de la table, le seul débat a porté sur l'opportunité d'augmenter la demande québécoise. Nous nous en tenons au consensus pour le moment.

Nous sommes cependant convenus de réitérer que tous les partenaires québécois, y compris l'opposition officielle, veulent que cesse cet interminable débat et qu'Ottawa nous permette, enfin, d'agir avec cohérence dans ce dossier crucial. Par ailleurs, le gouvernement a réitéré son engagement à agir avec célérité dans le dossier de l'équité salariale pour déposer, dès le mois de mai, un projet de loi qui concrétisera ce principe. Il y a une autre chose qui peut faire beaucoup pour susciter la croissance économique, pour dégager des marges de manœuvre aux entreprises et au gouvernement afin d'agir mieux et plus fermement en matière de création d'emplois : rétablir les finances de l'État, libérer l'épargne que le gouvernement siphonne actuellement pour financer ses déficits, écarter pour de bon la menace d'un fardeau fiscal plus lourd, la menace de la décote, la menace de compressions budgétaires à n'en plus finir. Et sur ce sujet de notre budget collectif, la conférence a dépassé toutes les attentes. Le gouvernement avait appelé la société québécoise à travailler dur pour que le trou au fond de notre poche cesse, dans une première étape, de s'agrandir aussi vite. Nous nous étions fixés une première échéance : éliminer le déficit des opérations courantes en deux ans, donc cesser d'emprunter pour payer l'épicerie, continuer d'emprunter, mais pour les immobilisations. Autour de la grande table, un objectif encore plus ambitieux a bientôt émergé. Atteindre, d'ici la fin de la décennie, le zéro absolu, c'est-à-dire éliminer complètement tout déficit pour l'État québécois. Financer chaque année dans l'équilibre budgétaire, à zéro déficit, à la fois l'épicerie, à la fois l'immobilisation.

Avec le budget que le gouvernement québécois déposera dans trois ans, le trou au fond de notre poche aura complètement cessé de grandir et on pourra commencer à la refermer. Comment y arriver ? Nous nous sommes mis d'accord, dans l'année qui commence, le déficit des Québécois sera de 3 200 000 000 \$, celui qui avait été fixé dans le récent budget de Monsieur Campeau. Le gouvernement annoncera bientôt les décisions qu'il a prises pour atteindre cet objectif. L'année suivante, le déficit chutera à 2 200 000 000 \$. L'année suivante, donc en 1998-99, il sera de 1 200 000 000 \$ et, à ce stade, non seulement nous n'emprunterons plus pour l'épicerie, mais nous dégagerons un surplus au chapitre des opérations courantes. L'année d'après, le Québec abordera la nouvelle décennie, le nouveau siècle, le nouveau millénaire avec un budget enfin totalement équilibré. Nous nous sommes mis d'accord, de plus, pour faire en sorte que ces objectifs ne soient pas que des chiffres sur la page, mais des résultats réels qui attestent de notre volonté. Nous sommes donc convenus de chercher ensemble, au cours des prochains mois, les moyens qui nous permettront de les atteindre. Et nous nous sommes commis, ensemble, face à cet objectif. Nous avons pris la responsabilité collective, face à nous-mêmes et face à nos créanciers, d'atteindre chacune des marches qui nous conduisent au déficit zéro. Dépositaire ultime de l'intérêt général, le gouvernement se sent bien sûr irrévocablement lié à cet échéancier et à

ces objectifs. Nous ne nous sommes pas arrêtés en si bon chemin. Nous avons fait consensus sur la nécessité d'une loi qui encadrera notre échéancier d'élimination du déficit et qui fera obligation, par la suite, aux gouvernements successifs de ne plus remettre le Québec dans la situation que nous vivons aujourd'hui. Cette loi comportera des mécanismes institués afin d'opérer la régulation du déficit en tenant compte de différentes variables, entre autres, l'incidence des cycles économiques par le déficit. Un projet de loi en ce sens sera déposé le jour ou le lendemain du discours du budget et sera soumis à l'examen de la commission que nous créerons pour revoir la fiscalité québécoise avant d'être étudié en commission parlementaire et soumis au processus législatif. Avec cet échéancier, nous serons parvenus à équilibrer notre budget sans nous déchirer, mais au contraire en nous épaulant les uns les autres. Nous y serons parvenus sans démanteler nos instruments collectifs, mais au contraire en les ayant réinventés, en les ayant remis sur les rails. Nous y serons parvenus sans déchiqueter notre filet social, mais en le tissant autrement, plus intelligemment.

Vous le voyez, ensemble nous avons décidé de terrasser, une fois pour toute, le problème du déficit québécois. Il y en a plusieurs autour de cette table qui veulent s'attaquer à la dette elle-même, et nous avons entendu des propositions de constitution de fonds ou de fiducie visant à faire chuter dramatiquement, à terme, le niveau de la dette. Notre commission sur la fiscalité sera aussi chargée d'explorer ces avenues et de nous faire rapport. Dans ce chantier des finances publiques, d'ici le sommet de l'automne, une commission itinérante sur la fiscalité qui reverra l'ensemble du fardeau fiscal pour en assurer une plus grande équité, la rendre plus compétitive et pour la transformer en un instrument plus propre à la création d'emplois, au partage du travail et à la retraite. Nous savons aussi que les États généraux de l'éducation déposeront leurs recommandations de réforme du système d'éducation à temps pour le sommet de l'automne. De même, les projets de reconfiguration du programme de l'aide sociale, sur la base, notamment, des rapports de Messieurs Bouchard et Fortin, devront s'insérer dans ce grand débat. La réforme de la sécurité du revenu devra joindre ensemble des activités de gestion qui sont maintenant dissociées : toute la question de l'emploi, la question de l'employabilité. Cette réforme devrait permettre une gestion plus systématique des programmes, nous dispensant d'interventions et d'ajustements ponctuels difficiles. Je pense entre autres à celui qui a été rendu cet après-midi en des termes très douloureux tenus par quelques-uns et quelques-unes des nôtres.

Vous voyez, en venant à Québec, à cette conférence, nous nous sommes condamnés à ne pas repartir les mains vides. Or nous partons avec des décisions d'une très grande portée pour notre budget collectif et sur des tâches que nous nous sommes assignées. La conférence sur le devenir social et économique, nous nous sommes demandé, finalement, « qu'allons-nous devenir? » Nous y avons répondu : nous allons devenir plus forts, plus rigoureux, plus industriels, davantage entrepreneurs, davantage travailleurs. Nous avons répondu : nous allons devenir plus solidaires et nous allons renforcer le modèle québécois.

Et nous nous sommes donnés de nouveaux défis. Nous avons pris rendez-vous, plusieurs d'entre nous pour les chantiers qui commencent, et l'ensemble de nous pour le sommet de l'automne et nous en avons fixé la date : les 30, 31 octobre et premier novembre de cette année. Ce sera le sommet de la décision. Lorsqu'il appuiera sur le bouton, il déclenchera, dans notre société, toute une série de réformes et de réajustements. Fin octobre, le sommet devra prendre une décision sur la loi sur l'équilibre financier, une décision sur la réforme de

la sécurité du revenu, une décision sur la réforme de l'éducation, une décision sur le Fonds du patrimoine, une décision sur la fiscalité, des décisions, des décisions, des décisions et ensuite de l'action. De l'action à l'Assemblée nationale, de l'action chez les syndicats, dans les milieux communautaires, dans l'entreprise, de l'action au Québec.

Le sommet de l'automne devra prendre une décision, en plus, sur le plan de travail sur l'emploi que présentera Monsieur Jean Coutu, une décision sur le plan de travail sur Montréal que présentera Monsieur André Bérard, une décision sur le plan de l'économie sociale que présentera Madame Nancy Neamtam.

Toutes les femmes et tous les hommes du Québec doivent savoir ce soir que le Québec refuse la démission, que le Québec accepte, au contraire, l'effort dans l'équité, l'effort dans la solidarité, la responsabilité et l'emploi.

Nous n'avons pas fini notre travail, nous commençons à peine. Nous n'avons pas encore fait toutes nos preuves, mais il y a eu, depuis deux jours à Québec, assez d'intelligence, assez de principes, assez de cœur et de cran pour nous redonner espoir, pour relancer le Québec, pour assurer la préservation et, bientôt, l'amélioration de notre qualité de vie.

Ce soir, c'est tout le Québec qui sort gagnant.

Merci.